



# UNE SEMAINE EN HAÏTI

## L'hebdomadaire du Collectif Haïti de France

*Une rédaction d'Alterpresse ... avec le soutien de la Fokal*

N°1415

31 octobre 2019

- **Droits humains : Amnesty international dénonce le recourt à une force excessive de la police nationale contre les manifestants en Haïti**
- **Médias : 50 journalistes victimes de violences, de menaces de mort et d'assassinats depuis le 15 septembre, selon la Fédération de la presse haïtienne**
- **Crise : Alerte sur la limitation sévère de l'accès humanitaire sur le terrain**
- **Crise : Les Professionnels de santé dans les rues, pour réclamer des réformes en profondeur dans le système sanitaire**

### >> Droits humains : Amnesty international dénonce le recourt à une force excessive de la police nationale contre les manifestants en Haïti

L'organisation internationale de défense des droits humains, Amnesty international, réclame sans délai, une enquête approfondie et efficace sur le recours à une force excessive par les forces de sécurité sous le commandement du président Jovenel Moïse. L'enquête doit également concerner les atteintes aux droits humains commises par les autorités haïtiennes, qui doivent mettre fin au recours illégal à la force contre les manifestants. Amnesty international exhorte Jovenel Moïse à « prendre des mesures, de toute urgence, pour veiller à ce que les personnes, manifestant contre son gouvernement, puissent le faire en toute sécurité, sans mettre leur vie en danger ». La Police Nationale d'Haïti (PNH) est également appelée à « cesser d'avoir recours à des armes à feu, chargées de balles réelles, dans le cadre des manifestations. Des mesures spécifiques doivent être mises en œuvre pour garantir la sécurité des journalistes, travaillant sur la situation politique, et relative aux droits humains en Haïti ». Des vidéos de plusieurs cas, dans lesquels la police a utilisé des armes à létalité réduite, sans discrimination et de manière illégale, ont été examinées par les chercheurs et le Service de vérification numérique d'Amnesty International. Les agents de la PNH ont notamment lancé « du gaz lacrymogène sur des manifestants pacifiques, depuis un véhicule de police en mouvement, en tirant des balles à létalité réduite sur les manifestants à bout portant et en frappant un manifestant ». Des policiers nationaux, équipés d'armes semi-automatiques, ont tiré à balles réelles pendant des manifestations, bafouant ainsi le droit international relatif aux droits humains, et les normes concernant le recours à la force, confirme Amnesty

International. Entre le lundi 16 septembre et le jeudi 17 octobre, au moins 35 personnes mortes, dont neuf imputables à la police nationale, ont été recensées dans le cadre des manifestations antigouvernementales, par le Réseau national de défense des droits humains (RNDDH). Pendant la même période, 200 personnes ont été blessées parmi lesquelles huit journalistes. Les mouvements de protestations se poursuivent sur le territoire national et la tension persiste à ce jour malgré les promesses de dispositions sécuritaires annoncées par le gouvernement démissionnaire de plus en plus décrié. La nuit du 30 au 31 octobre a été particulièrement chaude et inquiétante dans plusieurs quartiers, avec les tirs nourris d'armes à feu, notamment de la part de policiers nationaux qui, accompagnés de véhicules du Conseil national des équipements (CNE), tentaient d'enlever les barricades. Les habitants se demandent si le gouvernement se dirige, en utilisant la force brutale des armes, vers un état de guerre contre la population. *Pa manyen barikad yo*, ordonnent les protestataires, aux passants qui essaient de les franchir. Ces barricades, à Port-au-Prince et en province, sont faites de gros troncs d'arbres, de pierres, de pylônes et de barres de fer, de matériels divers, comme des grandes barrières un peu partout... [Les activités sont paralysées](#). L'approvisionnement en produits essentiels et autres biens reste compliqué, vu que toutes les voies sont bloquées. Suivant l'expression populaire en usage avec les émeutes de juillet 2018, [la république d'Haïti est devenue un pays «locked»](#) (totalement bloquée et fermée) depuis déjà 7 semaines. .

### >> Médias : 50 journalistes victimes de violences, de menaces de mort et d'assassinats depuis le 15 septembre, selon la Fédération de la presse haïtienne

« 50 journalistes haïtiens ont subi une répression inacceptable. Certains ont été tués, blessés, ou reçu des menaces de mort de membres zélés du gouvernement ou inquiétés par des secteurs de l'opposition démocratique », déplore la Fédération de la presse haïtienne (FPH). Dans le département de l'Ouest, où se trouve la capitale, la FPH a dénombré 7 journalistes victimes, dont Dieunalio Chéry, journaliste de Associated Press, blessé au parlement le 23 septembre, par balle par le sénateur Jean-Marie **Ralph Féthière**. Dans le département de l'Artibonite, au moins 13 journalistes ont été inquiétés. Dans le Nord, 5 journalistes ont été victimes de répression. Dans le Nord-Ouest, 5 journalistes ont été inquiétés. Dans le Nord-Est, 3 journalistes ont subi des actes de répression. Dans le Plateau Central, la FPH a dénombré 4 journalistes victimes, dont Néhémie Joseph, journaliste de Radio Panic Fm et

correspondant de Radio Méga assassiné à Mirebalais (Plateau central) dans l'après-midi du jeudi 10 octobre à cause de ses positions contre le régime politique en place. Les funérailles de Néhémie Joseph sont prévues le samedi 2 novembre, à Mirebalais. Dans le département du Sud, ce sont 3 journalistes victimes qui ont été enregistrés. Dans les Nippes, 1 journaliste a été inquiété. la Fédération de la presse haïtienne, qui regroupe plusieurs associations de presse dans 9 départements, fait savoir qu'une commission d'enquête devant documenter les faits, relatifs à chaque cas de répression dans la presse, a été créée. Au moment de la publication de son rapport, 2 journalistes de Radio Télé Métropole (Port-au-Prince, Ouest) sont l'objet de menaces, après l'interview réalisée avec Jovenel Moïse le weekend dernier.

### >> Crise : Alerte sur la limitation sévère de l'accès humanitaire sur le terrain en Haïti

La république d'Haïti est dans une période de récolte de produits agricoles. Par exemple, les avocats (exportés en République Dominicaine) et l'arbre véritable, très consommés partout, sont en abondance sur le territoire national. Mais aujourd'hui, ils ne peuvent pas être acheminés car les routes sont coupées et bloquées depuis le 15 septembre par un soulèvement populaire. « Le non-rétablissement d'un accès inconditionnel et immédiat aux populations, dont les besoins étaient déjà alarmants avant cette crise, risque d'avoir des conséquences potentiellement dramatiques pour des centaines de milliers de familles », prévient la communauté humanitaire, préoccupée face à la détérioration de l'accès de l'assistance humanitaire. « Dix-neuf mille enfants, souffrant de malnutrition, ont besoin de soins d'urgence. Des milliers de personnes n'ont pas, ou très peu, d'accès à l'eau potable, en raison des difficultés

d'approvisionnement en carburant des stations de pompage. Quelques deux millions d'enfants ne peuvent pas se rendre à l'école et le réapprovisionnement des cantines scolaires se fait avec beaucoup de difficulté ». Depuis le déclenchement des mobilisations populaires qui ont paralysé le pays, les partenaires humanitaires sont dans l'impossibilité de se déplacer et d'atteindre les couches les plus vulnérables de la population, fait savoir l'Espagnol Fernando Hiraldo, coordonnateur humanitaire a.i. en Haïti. Il invite les protagonistes à faciliter la population dans l'accès aux hôpitaux, écoles et orphelinats, ainsi qu'aux partenaires humanitaires. Il réaffirme l'engagement de la communauté humanitaire d'apporter de l'assistance aux personnes les plus nécessiteuses, au regard des principes d'humanité, d'impartialité, de neutralité et d'indépendance.

### >> Crise : Les professionnels de santé dans les rues, pour réclamer des réformes en profondeur dans le système sanitaire

La république d'Haïti entame, début octobre, sa [troisième semaine de paralysie totale](#) des activités, due à une pénurie des produits pétroliers sur le territoire national. C'est ras-le-bol général avec les revendications et manifestations populaires contre le président Jovenel Moïse, de plus en plus contesté. Jeudi 2 octobre, une ouverture a été constatée avec une reprise des activités régulières, dont la circulation avec les transports en commun et les taxis-motos ainsi que le fonctionnement du commerce formel et informel. Cependant, les écoles restent fermées. Une tentative du gouvernement démissionnaire de distribuer des sacs de riz dans la grande agglomération de Cité Soleil, n'a pas été bien accueillie

par les habitants. Des tensions persistent, de manière intempestive, notamment au niveau du Bicentenaire et de Matissant (au sud de la capitale), où des tirs sporadiques d'armes continuent d'inquiéter la population. Une atmosphère d'attente de déblocage est observée dans plusieurs quartiers de Port-au-Prince. « Les autorités actuelles font preuve d'incompétence la plus flagrante. Elles sont frappées d'incapacité de maintenir l'ordre interne et d'assurer la sécurité à l'intérieur des frontières, de subvenir aux besoins de la population et de respecter les engagements internationaux », déplorent plusieurs organisations de défense de droits humains.

### A lire également :

- [Crise : Policières et policiers nationaux ont manifesté, le 27 octobre 2019, pour réclamer le droit de se syndiquer, de meilleurs traitements \(salaires\) et meilleures conditions de travail](#)
- [Haïti-Crise : L'opposition exige le respect de la souveraineté populaire, face au « dialogue inclusif, sans conditions préalables » préconisé par les États-Unis d'Amérique](#)
- [Haïti-Crise : Des organisations de défense de droits humains espèrent un « geste patriotique » de la part du président Moïse;](#)

